

Le budget

comme le fait que le gouvernement fédéral versera 3,5 milliards de dollars à la province de Québec sous forme de paiements de péréquation.

Quand le député va-t-il reconnaître ces aspects—là au lieu de répéter sans relâche que le dédoublement des programmes provinciaux et fédéraux est le principal problème qui assaille le pays? À force de répéter cela, les gens vont finir par le croire. Il y a, à mon avis, de nombreux éléments positifs.

Le député va-t-il reconnaître que la Chambre apporte une contribution positive au Québec et à toutes les autres provinces?

[Français]

M. Bergeron: Monsieur le Président, c'est déjà la deuxième occasion que j'ai d'échanger directement avec mon collègue de St. Albert sur les questions budgétaires, et à chacune de ces occasions, j'ai l'impression que le député de St. Albert ne porte pas très attention au discours que je prononce.

On a souligné, à titre d'exemple, la question des dédoublements comme étant un des facteurs d'inefficacité budgétaire du régime fédéral; on aurait pu en nommer quelques autres. Alors, s'il le désire, je pourrai m'entretenir en particulier avec lui ou faire tout simplement un discours sur tous les facteurs inhérents au régime fédéral qui entraînent des coûts faramineux pour ce pays.

Vous avez suggéré, et je trouve cela un peu triste, que l'opposition officielle ne fait que relever les points négatifs et qu'elle ne propose rien de positif. Je dois malheureusement constater que vous n'avez pas dû être souvent dans cette Chambre pour avancer un tel propos, puisque l'opposition officielle a incessamment, depuis le début des travaux de cette Chambre, amené plusieurs propositions du point de vue budgétaire que le gouvernement n'a pas pris en considération, ce que je soulignais d'ailleurs dans mon discours sur le Budget.

D'autre part, le député suggérait également que le Canada était un beau grand pays et qu'on devait reconnaître que le gouvernement fédéral donnait beaucoup au Québec en paiements de péréquation. Je vous signalerai que les paiements de péréquation consistent en de l'assurance-chômage et de l'aide sociale et qu'on ne doit pas se gratifier, se féliciter de recevoir d'un État fédéral non pas des investissements en matière de recherche et développement, non pas des investissements créateurs d'emploi, mais simplement des investissements qui témoignent de la pauvreté de la société québécoise dans ce régime fédéral.

Le vice-président: En passant, permettez-moi de vous dire qu'il vaudrait mieux que vous vous adressiez à la Présidence plutôt qu'au député, même si vous êtes près l'un de l'autre. Nous prenons le débat.

[Traduction]

M. Larry McCormick (Hastings—Frontenac—Lennox and Addington): Monsieur le Président, je suis honoré de pouvoir prendre la parole au sujet d'une mesure aussi importante que le budget fédéral. Je considère ce budget comme un document

historique qui établit le cadre nécessaire pour bâtir un Canada renouvelé, prospère et juste.

Comme il s'agit ici de mon premier discours à la Chambre, je me permets de souligner que l'immense privilège que j'ai de prendre la parole aujourd'hui constitue également un moment historique. En effet, je suis le premier représentant libéral de Hastings—Frontenac—Lennox and Addington depuis que David Wright Allison a battu sir John A. Macdonald en 1883. C'est en effet un privilège que de recevoir la confiance et les bons vœux de ses électeurs. Je tâcherai de faire en sorte que le gouvernement réponde aux préoccupations des habitants de ma circonscription.

Hastings—Frontenac—Lennox and Addington s'étend du lac Ontario, au sud-ouest, et du Parc Algonquin, au nord, jusqu'à la région des Mille-Îles, au sud-est.

• (1115)

Lorsque je voyage dans ma circonscription et que je m'arrête dans des endroits comme Bancroft, Madoc, Marmora, Stirling, Napanee, Arden, Shaborn Lake et mon propre village, Camden—Est, je reçois de nombreuses paroles d'encouragement. Je reçois également des conseils d'ordre général et des suggestions précises au sujet des questions avec lesquelles nos collectivités rurales sont aux prises. J'attache une grande importance à cette contribution des habitants de Hastings—Frontenac—Lennox and Addington et je leur remercie de leur appui et de leurs judicieux conseils.

Je remercie également les centaines de personnes qui m'ont si généreusement donné de leur temps lors de la récente campagne électorale. Aujourd'hui, je suis fier de représenter tous les habitants de cette circonscription.

Je voudrais également remercier publiquement ma femme, Reta, et Kayla Rebecca, notre fille, pour leur amour et leur soutien.

Un des messages que je reçois continuellement, c'est que les Canadiens désirent que le gouvernement leur présente un plan ouvert et transparent de relance socio-économique. Mes électeurs n'en espèrent pas moins. En fait, c'est ce que le budget de 1994 met en branle: un cadre de relance socio-économique.

Notre objectif est clair: stimuler la croissance en ciblant nos dépenses sans exiger de nouveaux impôts. Il suffit de voir avec quelle rapidité le gouvernement a commencé à financer des initiatives qu'il avait promises pendant la campagne électorale. Dans notre parti, nous prenons au sérieux notre plate-forme électorale, le livre rouge.

Le programme national d'infrastructure a été rapidement mis en oeuvre. Dans ma seule circonscription, 44 municipalités et cinq conseils scolaires s'affairent à préparer leurs propositions. Il ne fait aucun doute dans mon esprit et dans celui des habitants des régions rurales qu'il y a de nombreux projets d'infrastructure valables.

J'ai reçu des exemplaires de propositions d'un certain nombre de municipalités de ma circonscription, qui compte le plus grand nombre de milles de route que n'importe quelle autre circonscription de l'Ontario. J'ai pris connaissance de certains projets de réfection des routes, et je peux attester que bien des artères très fréquentées ne sont pas encore asphaltées. Les avantages des